

ASSEMBLÉE NATIONALE

13 septembre 2013

REDONNER DES PERSPECTIVES À L'ÉCONOMIE RÉELLE ET À L'EMPLOI INDUSTRIEL -
(N° 1283)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 21

présenté par

Mme Grommerch, M. Courtial, Mme Poletti et M. Jacquat

ARTICLE PREMIER

Supprimer les alinéas 52 à 72.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement supprime le volet judiciaire de la procédure afin de s'en tenir au principe de recherche d'un repreneur posé par l'ANI du 11 janvier et conforté par l'article 19 de la loi du 14 juin.

La possibilité pour le comité d'entreprise ou les délégués du personnel de saisir directement le Président du tribunal de commerce n'entre pas dans ses attributions juridiques et doit pas y entrer. Il convient de ne pas judiciariser le fonctionnement interne de l'entreprise.

Par ailleurs, si le CE peut utilement être informé et consulté dans le cadre de ses prérogatives, notamment renforcées par l'ANI du 11 janvier, prévoir une telle procédure de saisine revient à immiscer le CE dans ce qui relève du pouvoir d'appréciation et de décision de la direction sur la stratégie économique de l'entreprise.

Une telle possibilité de saisine et un tel rôle donné au juge dans le cadre de sociétés qui ne connaissent pas de difficultés économiques constitue une atteinte à la liberté d'entreprendre.